

opinions



LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. Prélèvement à la source : les effets psychologiques se font déjà sentir
2. Ce bug d'Apple qui permet d'écouter son correspondant avant qu'il ne décroche
3. L'effort de transparence inachevé d'Uber sur les revenus des VTC
4. Grand débat : prenez la parole !
5. Tempête Gabriel : 41 départements placés en vigilance orange

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

Pour une ouverture raisonnée du secteur des VTC

Le secteur français des VTC traverse une période cruciale de son développement. Henri Capoul, responsable France de Txfy, plaide pour une ouverture raisonnée du marché.

COLÈRE « Les récents mouvements de syndicats de chauffeurs VTC ont conduit à l'expression de revendications qui avaient émaillé l'entrée en vigueur de la loi Grandguillaume il y a tout juste un an. [...] Cette loi a eu des conséquences négatives majeures. En effet, au 1^{er} janvier 2018, des milliers de capacitaires Loti ont dû stopper leur activité sous peine d'être lourdement sanctionnés. [...] Cette baisse n'a été que très partiellement compensée par l'admission de nouveaux chauffeurs VTC sur ces derniers mois. »

REPLI « A l'aube de nouveaux débats législatifs, il est important d'en considérer les conséquences pour la pérennité du secteur, qui a besoin d'une ouverture raisonnée du marché. L'instauration d'un numerus clausus ou le gel d'accès à la profession, comme le réclament les organisations de chauffeurs VTC, serait une erreur dans un secteur où la demande ne cesse de grandir. Cette ouverture raisonnée du marché repose sur deux piliers : la révision de l'examen d'accès à la profession et la collaboration entre pouvoirs publics et plates-formes pour lutter contre la fraude. »

EMPLOI « Les enjeux sont importants, des milliers d'emplois sont encore à créer. Selon une étude du Boston Consulting Group, 15 % de la création nette d'emplois en France sur les six premiers mois de l'année 2016 venaient de la filière VTC, et ce chiffre s'élevait à 25 % pour la région Ile-de-France. Il faut adapter les conditions d'accès à la profession pour que la France bénéficie pleinement du potentiel de croissance que le secteur a encore à offrir. »



A lire en intégralité sur Le Cercle : lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Pékin et Caracas, « l'alliance de la dette »

EL PAIS

● A Pékin, les informations sur les derniers événements au Venezuela, où, la semaine dernière, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaido, s'est autoproclamé chef de l'Etat par intérim avec l'appui des Etats-Unis et de plus d'une douzaine d'autres pays, sont « arrivées comme un coup de massue », écrit « El Pais ». Et ce qui va arriver dans les prochaines semaines, poursuit le quotidien, sera déterminant pour « la relation bilatérale clef pour Caracas et Pékin ». Le ministère des Affaires étrangères chinois a réagi d'ailleurs en réaffirmant son opposition à toute interférence étrangère dans les « affaires internes » au Venezuela. La raison : la Chine est son principal créancier avec quelque 54 milliards d'euros de prêts, soit environ 40 % du total prêté à l'Amérique latine. En échange, le Venezuela doit livrer du pétrole. Les importations du Venezuela représentent près de 5 % du total d'or noir importé par la Chine en 2017, soit quelque 437.000 barils/jour. Mais, en 2018, le Venezuela n'a pu atteindre que 332.600. En outre, les entreprises d'Etat chinoises ont investi depuis 2010 chaque année 2,2 milliards d'euros.

Mais l'alliance n'est pas qu'économique : elle est également idéologique, alors qu'Hugo Chávez avait tenté sa voie vers le socialisme. « Qu'est-ce qui pourrait aller mal ? Tout ! » affirme « El Pais ». Selon lequel la relation avec Nicolás Maduro n'est pas aussi bonne que celle avec Chavez. Mais surtout, note le quotidien, la nouvelle crise arrive à un très mauvais moment, alors que l'économie chinoise est en pleine décélération et que Pékin négocie avec Washington sur les sanctions commerciales à son égard. Et la Chine redoute une invasion militaire. En d'autres termes, le message de la Chine : « Touche pas à Maduro. » — J.H.-R.



Lancement d'une fusée chinoise Longue Marche, le 8 décembre 2018. A son bord, un véhicule qui a été déposé sur la face cachée de la Lune, le 3 janvier. Photo STR/AFP

L'espace, le défi du siècle

Connexion et géolocalisation sont les deux nouvelles mamelles de l'économie mondialisée. Cela passe par l'espace, devenu un enjeu majeur pour des centaines d'entreprises privées.

LA CHRONIQUE de Sabine Delanglade



L'espace sera bientôt autant envahi par les débris que les trottoirs de Marseille un jour de grève des poubelles. Satellites hors d'usage, étages de fusées, débris d'explosions, déjà plus de 30.000 objets de plus de 10 centimètres sont lancés à 28.000 km/h. Sachant qu'un débris de 1 millimètre a la puissance d'une boule de pétanque lancée à 100 km/h, on imagine le massacre. Chaque semaine, l'Agence spatiale européenne (ESA) doit gérer plusieurs centaines d'alertes de collision avec des débris spatiaux ; c'est très coûteux et très dangereux. L'ESA prévoit de développer des « services de nettoyage des débris spatiaux ». Des start-up se créent, comme CleanSpace ou RemoveDebris.

Le ciel, encombré au sens propre, l'est aussi au figuré. L'économie globalisée a, comme son nom l'indique, besoin d'un réseau global, et celui-ci ne peut passer que par des ensembles de satellites, seuls capables de connecter les régions les plus isolées. Le spatial, domaine politique par excellence, est donc entré dans l'ère commerciale et ça change tout. Ce ne sont plus seulement les Etats, leurs armées, les grands organismes publics comme la météo nationale qui ont besoin de l'espace. Connexion et géolocalisation sont les deux nouvelles mamelles de toute l'économie. En 2016, l'activité spatiale représentait plus de 300 milliards de dollars, un chiffre ascensionnel, Morgan Stanley parle de 1.100 milliards en 2040.

« Toutes les barrières sont tombées, tous les secteurs sont concernés », souligne Luigi Scatteia chez PwC. Toute la civilisation Internet – Amazon, Uber... – passe par lui. Entre 2013 et 2017, le nombre de satellites accrochés à la voûte céleste a déjà augmenté de 50 %, ils sont aujourd'hui près de 4.800 en orbite autour de la Terre. Stéphane Israël, le PDG d'Arianespace, insiste : « L'espace colle aux trois défis du siècle – sécurité, connectivité, climat – et leur apporte des réponses impossibles à mettre en œuvre

depuis la Terre. » Qu'il s'agisse d'organiser le déplacement de voitures connectées, de surveiller les variables du changement climatique ou de guider un livreur à domicile, vive donc le New Space, ses géants et ses start-up !

Tout le monde veut être le premier à franchir cette nouvelle frontière, mais certains seront plus premiers que les autres. Côté géopolitique, fini le duel entre l'Amérique de Neil Armstrong et l'URSS de Youri Gagarine. Pékin est désormais sur orbite dans le rôle du challenger qui n'entend pas le rester. « L'objectif à long terme de Pékin d'être l'égal des Etats-Unis sur ce plan pourrait devenir une réalité d'ici à moins de vingt ans », confie un scientifique au « Washington Post » repris dans « Courrier international ».

Les Etats-Unis et la Chine soutiennent à coups de dizaines de milliards de dollars les « futurs Gafa du spatial ».

Ariane, elle, ne bénéficie même pas d'un engagement d'acheter européen.

En se posant sur la face cachée de la Lune, la Chine a sidéré le monde. Elle a aussi montré qu'elle ne comptait pas mégoter sur l'épaisseur de son budget scientifique. Elle n'envisage pas davantage d'ouvrir ses portes aux nouvelles pousses américaines déjà surnommées les « futurs Gafa du spatial ». Ceux-ci se nomment Rocket Lab, Planet Labs, etc. Ce dernier veut devenir, avec sa constellation de près de 200 satellites de la taille d'une boîte à chaussures, le Google de l'observation terrestre. Ses « cubesats » photographient à jet continu tous les recoins de la planète. Des informations inestimables pour ses clients, qui peuvent être des agriculteurs, des assureurs, des ONG – celles-ci auront ainsi les dernières images des camps de réfugiés ou des forêts décimées –, voire des hedge funds qui, note « Challenges », veulent compter le nombre de places de parking occupées chez Walmart pour anticiper ses résultats.

L'imagination est au pouvoir. Le ténor en est, bien sûr, Elon Musk, qui

raflait dès 2014 près de la moitié du marché des lancements commerciaux avec des tarifs deux fois moins élevés que ceux d'Ariane. Il vend aussi des billets pour la Lune. Paul Allen a soutenu Stratolaunch, un avion géant lanceur de fusées. Jeff Bezos prépare la fusée la plus puissante du monde. L'entrepreneur Robert Bigelow veut mettre des habitats gonflables en orbite. « Plus personne ne regarde leurs initiatives comme des lubies de milliardaires », observe l'avocat Arthur Sautay, auteur d'un rapport pour l'Institut Montaigne (*).

En tout cas, la Chine n'a pas plus l'intention de se laisser faire par les avant-gardistes du New Space qu'elle ne s'est laissé marcher sur les pieds par les Gafa. Souvenez-vous qu'aïdés par Pékin, qui les a protégés en fermant ses frontières, Alibaba, Baidu ou Tencent sont les seuls à avoir barré la route à Facebook, Apple, Amazon et les autres. En 2014, Xi Jinping a ouvert le secteur spatial au privé, et les émules chinoises de SpaceX, tels LandSpace Technology, Glory Space ou OneSpace, une soixantaine au total, fourbissent leur riposte. « Pour une entreprise spatiale privée, il n'y a pas de meilleur endroit que la Chine aujourd'hui pour croître », dit l'un d'eux à « Business Week ». Tencent s'y met. Aujourd'hui en Chine, pour le spatial, c'est open bar. Objectif thune !

Et l'Europe, qui, déjà, n'avait pas su tenir les Gafa à distance ? On sait que, dans le domaine, le Vieux Continent est capable du meilleur : Ariane enchaîne les lancements réussis. Son lancement en octobre de la sonde BepiColombo était un exploit. Les ingénieurs de l'ESA ont mis quinze ans à peaufiner la trajectoire de ce bébé pesant 2 milliards d'euros, soit un voyage de 9 milliards de kilomètres, arrivée sur Mercure prévue en 2025 !

Mais face aux dizaines de milliards de dollars dépensés par les Etats-Unis en faveur de ses ressortissants, l'Europe doit mieux soutenir ses champions. Pendant que les contrats publics signés Nasa, US Air Force ou Pentagone se déversent sur SpaceX, lui permettant ainsi de casser ses prix sur le marché commercial, Ariane ne bénéficie même pas d'un engagement d'acheter européen. L'Europe a aussi ses start-up, mais c'est tout le système qui est ainsi menacé. C'est un scandale.

(*) « Espace : l'Europe contre-attaque ? », Institut Montaigne, décembre 2017.

LE LIVRE DU JOUR

L'Asie du Sud-Est : un seul et même dragon

L'INTÉRÊT Disons-le d'emblée : le livre que signent Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier regorge de données qui couvrent une zone de plus de 600 millions d'habitants répartis sur dix pays. Même si l'Europe y a longtemps assuré une présence, l'Asean comme d'ailleurs l'Asie du Sud-Est sont aujourd'hui mal connues du Vieux Continent. La région est certes hétérogène et plurielle sur le plan culturel ou linguistique avec 700 langues ou dialectes parlés. Mais Singapour, qui s'est construite dans les années 1960 dispose à présent d'un revenu par habitant supérieur à celui de Paris. La Thaïlande rivalise avec la Tunisie tandis que l'Indonésie comme les Philippines sont désormais proches du Maroc.

En trois décennies, le revenu par habitant a progressé en Asie du Sud-Est deux à trois fois plus vite que celui des autres pays en développement, hors Chine. Les économies d'Asie du Sud-Est se sont industrialisées, à la différence de l'Afrique du Nord ou de l'Amérique latine. Ce livre présente les trajectoires différentes de ces



Economie de l'Asie du Sud-Est. Au carrefour de la mondialisation

par Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier, éditions Bréal, 263 pages, 18,50 euros.

économies, en analyse la dynamique d'internationalisation et leurs relations avec les grands voisins (Etats-Unis, Japon puis Chine) ainsi que les perspectives d'intégration régionale.

LES AUTEURS Jean-Raphaël Chaponnière a été ingénieur de recherche au CNRS et participe à Asialyst, un site en ligne consacré à l'Asie. Marc Lautier est professeur d'économie à l'université de Rennes-II. — Michel De Grandi